

[Texte]

director of CICS and chairman of Comcheq Services, Winnipeg. Mr. Loewen will do our presentation.

Mr. W.H. Loewen (Executive Director, Canadian Independent Computer Services Association): I would like to take you through the brief we have prepared. It is not quite as long as it might seem at first; there are quite a few appendices.

With this report we present our concern for the loss of 360,000 information processing jobs in Canada. We wish also to remind you that the present government estimated that imports of technology products cost Canada 120,000 jobs. That is a report of last August.

The Canada-U.S. trade agreement provides for the broadest possible freedom in movement of data across the country's borders. We wish to show by factual information how this data movement is the cause of the loss of jobs. I hope you will recognize throughout this brief that we are, as much as humanly possible, dealing only with facts.

Some widely known facts are as follows. Canada has a high degree of foreign ownership. Head offices are significant employers in most industries; their employees are coming to be known as information providers. Office workers make up over 30% of the work force and most of these are employed in head offices.

Computer communications make it possible to concentrate more jobs at head offices, which in turn may be located at great distances from actual operations. What is not so commonly known is that, due to geography and the laws of physics, the U.S. has always had and always will have an easier access to our markets than we have ourselves. Consequently, more and more office functions are being performed at the U.S. head offices of Canadian subsidiaries. As more communications move north and south, a chain reaction will occur that will drag many Canadian head offices to the U.S. as well. This brief will show the chronology and proof of this phenomenon.

The proposed trade agreement entrenches this process as a permanent fact of life for Canada. Furthermore, by removing most restrictions on U.S. investment in Canada, it assures that it will grow beyond our estimates. They are based on current levels of ownership and assume no movement of Canadian head offices.

There are those who say that we are wrong in our analysis. We would be most happy and relieved to be proven wrong. All we ask is to see that proof. We point out, though, in exhibit 2, that most of our detractors are

[Traduction]

directeur général de l'AISIC et président de Comcheq Services, à Winnipeg. C'est M. Loewen qui présentera notre exposé.

M. W.H. Loewen (directeur général, Association indépendante des services informatiques du Canada): J'aimerais vous présenter l'exposé que nous avons préparé. Il n'est pas si long qu'il le paraît, car il y a de nombreuses annexes.

Dans ce rapport, nous nous inquiétons de la perte de 360,000 emplois canadiens dans le secteur du traitement de l'information. Nous voulons également vous rappeler que l'actuel gouvernement a prévu, dans un rapport publié en août dernier, que les importations de produits technologiques se traduiraient par la perte de 120,000 emplois au Canada.

L'accord du libre-échange canado-américain garantit la plus grande liberté possible de déplacement des données d'un côté à l'autre de la frontière du Canada. Nous allons vous montrer, preuves à l'appui, que ce déplacement des données entraînera la disparition de certains emplois. Vous réaliserez, je l'espère, à la lecture de notre mémoire, que nous nous efforçons de nous en tenir, autant que possible, uniquement aux faits réels.

Voici quelques données connues de tous. Un grand nombre d'entreprises canadiennes appartiennent à des étrangers. Dans la plupart des industries, les sièges sociaux emploient beaucoup de personnel; de plus en plus, les employés passent pour être des pourvoyeurs d'informations. Les employés de bureau représentent plus de 30 p. 100 des effectifs et la plupart de ceux-ci travaillent dans les sièges sociaux.

L'informatique permet de concentrer les emplois dans les bureaux du siège social qui, à leur tour, peuvent être situés très loin de la région où s'effectue les activités d'exploitation. Cependant, la plupart des gens ignorent qu'en raison de la géographie et de la physique naturelle, les États-Unis bénéficient et auront toujours un accès plus facile à nos marchés que nous en avons nous-mêmes. C'est pourquoi, les sièges sociaux américains des filiales canadiennes prennent de plus en plus en charge les fonctions administratives. À mesure que les communications deviendront plus intenses entre le nord et le sud, il se produira une réaction en chaîne qui attirera également bon nombre de sièges sociaux canadiens vers les États-Unis. Notre exposé établit, preuves à l'appui, la chronologie de ce phénomène.

Avec le projet de libre-échange, ce phénomène devient une caractéristique permanente du Canada. Par ailleurs, en supprimant la plupart des restrictions relatives aux investissements américains au Canada, l'accord permet à ce phénomène de croître au-delà de nos prévisions qui se fondent sur la situation actuelle prenant compte d'éventuels déplacements de sièges sociaux canadiens.

Certains prétendent que notre analyse est erronée. Nous serions ravis que quelqu'un nous démontre que nous nous sommes trompés. Tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous en donne la preuve.